Nations Unies E/2009/73

Conseil économique et social

Distr. générale
3 juin 2009
Français
Original : anglais

Session de fond de 2009
Genève, 6-31 juillet 2009
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*
Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2009**

Résumé

Face à la pire récession depuis la Deuxième Guerre mondiale, les Nations Unies ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance économique mondiale par rapport au scénario pessimiste du dossier *Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2009*, publié en janvier. L'économie mondiale devrait se contracter de 2,6 % en 2009 après une expansion de 2,1 % en 2008 et de près de 4 % par an au cours de la période 2004-2007. Un redressement timide est attendu en 2010, mais les risques baissiers subsistent. La crise frappe les pays en développement de manière disproportionnée.

La réponse mondiale, sans précédent, comprend des mesures monétaires, financières et fiscales pour stabiliser les marchés financiers et favoriser la croissance mondiale. Néanmoins, il faut intensifier les efforts, notamment par une meilleure coordination des politiques et des transferts financiers accrus vers les pays en développement, en vue de parvenir à un processus équilibré de reflation de la demande mondiale, permettant également aux pays en développement de prendre des mesures anticycliques appropriées, de protéger leurs populations vulnérables et d'harmoniser cette stratégie avec les objectifs de développement durable à long terme.

* E/2009/100.
** Le présent document met à jour le dossier *Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2009* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.08.II.C.2), diffusé en janvier 2009.

09-33683 (F) 100609 100609

Merci de recycler

Tendances macroéconomiques mondiales

Une récession synchronisée

1. L'économie mondiale est profondément engluée dans la plus grave crise économique et financière depuis la Deuxième Guerre mondiale. Avec son impact croissant dans le monde entier, en ampleur et en gravité, la crise constitue une sérieuse menace pour le développement économique et social mondial, notamment pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement arrêtés au niveau mondial. Si elle se prolonge, la crise aura vraisemblablement des conséquences graves pour la sécurité et la stabilité internationales.

2. Dans le scénario de référence, le produit mondial brut (PMB) devrait baisser de 2,6 % en 2009, pour une croissance positive de 2,1 % en 2008 et une croissance annuelle moyenne de près de 4 % par an avant la crise, en 2004-2007 (tableau A.1). Une légère reprise de la croissance du PMB est possible en 2010, mais les risques baissiers subsistent. La récession mondiale pourrait se prolonger, si le cercle vicieux de la déstabilisation financière et de la récession de l'économie réelle ne peut être suffisamment contenu, et en l'absence de stratégies mondiales de plus grande envergure. Entre septembre 2008 et mai 2009, la capitalisation boursière des banques aux États-Unis d'Amérique et en Europe a diminué de 60 % (soit 2 billions de dollars des États-Unis). Mais en dépit d'énormes dépréciations et d'opérations massives de sauvetage du secteur financier par les gouvernements, les problèmes n'ont pas disparu. Le resserrement général du crédit continue à peser sur l'économie réelle dans le monde entier. Si les marchés financiers ne sont pas débloqués prochainement et si la relance budgétaire n'a pas une force de traction suffisante, la récession se prolongera dans la plupart des pays et l'économie mondiale stagnera à des niveaux de prospérité inférieurs en 2010. En outre, la fragilité de la situation pourrait être exacerbée si l'épidémie de grippe A (H1N1) au Mexique se transforme en pandémie avec des conséquences significatives pour la vie humaine et l'activité économique.

3. Dans un scénario plus optimiste mais de moins en moins probable, la reprise économique mondiale commencerait dans la seconde moitié de 2009 et le PMB progresserait de 2,3 % en 2010. Pour ce scénario, les problèmes sur les marchés financiers devraient être globalement résolus au cours de la première moitié de 2009 et les mesures de relance budgétaire devraient avoir un effet visible dans l'année. En mai 2009, ces conditions étaient loin d'être remplies.

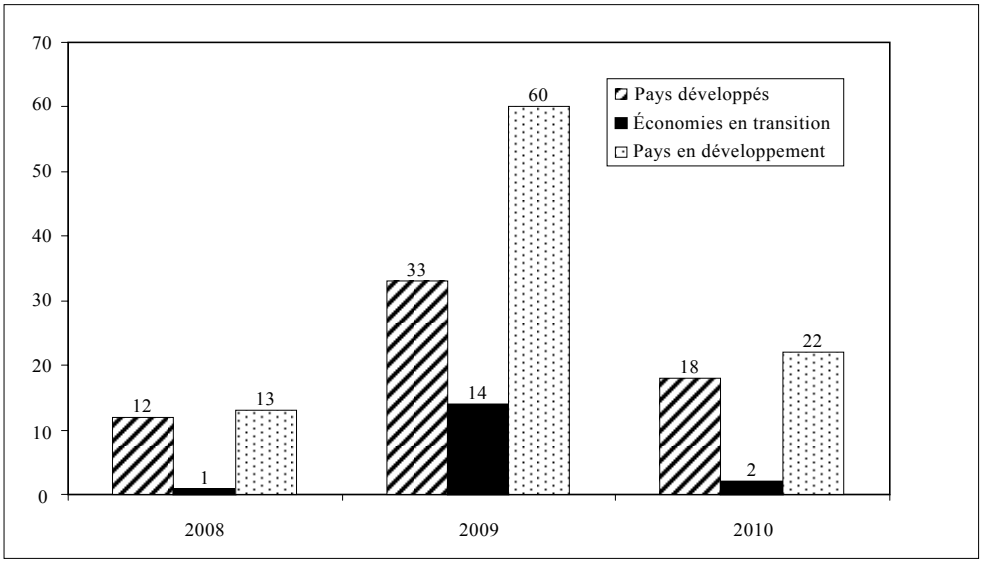
4. La crise provient des pays développés, qui sont aussi en tête de la récession économique, mais les pays en développement sont durement touchés également, à la suite des renversements des flux de capitaux, de l'augmentation des coûts d'emprunt, de l'effondrement du commerce mondial et des prix des produits de base, et de la diminution des flux de transferts de fonds. Dans le scénario de base, le revenu mondial par habitant baisserait de 3,7 % en 2009. Au moins 60 pays en développement (sur 107 pour lesquels nous disposons de données) devraient connaître une baisse des revenus par habitant, tandis que 7 seulement enregistreraient une croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant, de 3 % ou davantage – ce qui est considéré comme le taux de croissance minimum requis pour une réduction significative de la pauvreté – une diminution par rapport à 69 pays en 2007 et 51 en 2008 (fig. 1). On prévoit une régression économique générale, mais plus marquée dans la Communauté des États indépendants (CEI), en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Les pays les moins avancés aussi seront

durement touchés, la croissance ralentissant de 3,5 points de pourcentage par rapport à la solide croissance enregistrée ces dernières années.

Hausse du chômage

5. L'aggravation de la crise financière mondiale impose un lourd tribut à l'emploi dans le monde entier. On observe une hausse rapide du chômage depuis 2008, qui devrait s'accélérer en 2009-2010. Les premières projections prévoyaient une augmentation de 50 millions de chômeurs au cours des deux prochaines années, mais comme la situation continue à se détériorer, ces chiffres pourraient doubler[1]. Des taux de chômage élevés peuvent persister un certain temps. Les crises financières précédentes nous ont montré qu'il faut généralement quatre à cinq ans après le début de la reprise économique pour que les taux de chômage reviennent aux niveaux d'avant la crise. Il est très difficile, en effet, d'inverser les tendances d'augmentation massive du chômage de longue durée et de plus grande « informalisation » du marché du travail – exacerbée par les migrants qui rentrent au pays et par l'exode urbain massif vers les zones rurales. Si ces tendances se prolongent, les effets négatifs de la crise seront de longue durée. Dans la mesure où il ne faut pas s'attendre à un redressement mondial avant fin 2009 et qu'il sera faible, au mieux, en 2010, la plupart des pays devront enregistrer une forte accélération de la croissance en 2011-2015 pour compenser la disparition d'emplois et le déplacement de travailleurs en raison de la crise.

Figure 1
Nombre de pays dont le PIB par habitant est en baisse, 2008-2010[a, 1]



Source : DAES/ONU.

[a] Les données de 2008 sont en partie des estimations. Les données de 2009 et 2010 sont des prévisions, en fonction du scénario de base de Situation et perspectives de l'économie mondiale actualisées à la mi-2009.

[1] Organisation internationale du travail (2009) (OIT). « Lutter contre la crise financière et économique par le travail décent », document présenté à la Commission de l'emploi et de la politique sociale du Conseil d'administration de l'OIT (GB.304/ESP/2), Genève : OIT

Tassement de la progression vers la réduction de la pauvreté et les autres objectifs du Millénaire pour le développement

6. La diminution des possibilités d'emploi et de revenus entraînera inévitablement un ralentissement considérable de la progression vers la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim. Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU estime qu'un surcroît de 73 à 103 millions de personnes restera pauvre ou le deviendra par rapport à ce qui aurait été le cas si la croissance d'avant la crise s'était poursuivie (tableau A.2). L'essentiel de ce recul se ressentira en Asie du Sud et de l'Est, où 56 à 80 millions de personnes sont susceptibles d'être touchées, dont la moitié environ en Inde. La crise pourrait maintenir 12 à 16 millions de personnes de plus en situation de pauvreté en Afrique et 4 autres millions en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ces projections sous-estiment probablement le véritable impact de la crise en matière de pauvreté, en ne tenant pas correctement compte de ses conséquences distributionnelles. Les travailleurs au bas de l'échelle, notamment les jeunes et les femmes qui travaillent, sont plus susceptibles de perdre leur emploi ou de subir des pertes de revenus. En outre, les travailleurs quittent manifestement les secteurs dynamiques orientés vers les exportations, pour devenir chômeurs ou déplacés vers des activités à plus faible productivité (et quittent les villes pour retourner vers les zones rurales). Rien qu'en Chine, 20 millions de travailleurs étaient ainsi déplacés fin 2008. Ces tendances sont susceptibles de compromettre la réduction de la pauvreté de façon plus structurelle, dans la mesure où il peut falloir un certain temps avant que les économies ne se réajustent et que les travailleurs puissent revenir à des activités mieux rémunérées.

7. Il faut s'attendre à un retard considérable de la réalisation des autres objectifs du Millénaire pour le développement aussi. Même avant la crise et malgré des progrès significatifs, beaucoup de pays n'étaient pas près d'atteindre la plupart des objectifs[2]. L'augmentation de la pauvreté de revenu et la diminution des recettes publiques conduiront aussi à une réduction des dépenses publiques et privées en services sociaux, affectant tous les autres objectifs du Millénaire pour le développement. Si aucune action anticyclique n'est entreprise rapidement, il faudra des efforts supplémentaires considérables et des coûts pour remettre les pays sur les rails en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement fixés pour 2015, mais pouvant varier d'un pays à l'autre (voir encadré 1).

Encadré 1
Impact de la crise sur les objectifs du Millénaire pour le développement en Amérique latine

À la suite de la récession économique mondiale, il faut s'attendre à un net ralentissement de la progression en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. À moins de prendre rapidement des mesures additionnelles, beaucoup de pays, en particulier d'Afrique subsaharienne, sont peu susceptibles d'atteindre la plupart des objectifs. Il est difficile d'apprécier l'ampleur exacte des régressions dues à la crise financière et économique mondiale, et elle varie d'un pays à l'autre en fonction de la marge de politique fiscale disponible et de la capacité institutionnelle à répondre à la crise.

[2] *Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2008*, Nations Unies (New York 2008).

Une nouvelle étude du Département des affaires économiques et sociales, qui utilise un vaste cadre de modélisation pour six pays d'Amérique latine, révèle qu'une récession en 2009 et 2010, et une reprise lente et progressive vers les niveaux d'avant la crise pour 2015 éloigneraient encore davantage certains pays à bas revenus de la région (Bolivie, Honduras et Nicaragua) de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'achèvement de l'école primaire, à la mortalité infantile et maternelle, ainsi qu'à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement[3]. Le Brésil, le Chili et le Costa Rica, qui semblaient en bonne voie pour atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, n'atteindraient pas plusieurs d'entre eux en raison de la crise (fig. A).

Par rapport au scénario d'avant la crise, les gouvernements de Bolivie, du Honduras et du Nicaragua devraient dépenser 1,5 à 2,0 % supplémentaires du PIB par an pour l'enseignement, la santé et les services de base, entre 2010 et 2015, en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Cela s'ajouterait à une dépense sociale annuelle de 2 % du PIB en Bolivie, 5 % au Nicaragua et 7 % au Honduras, de plus qu'en l'absence de crise. Pour le Brésil, le Chili et le Costa Rica, le surplus de dépense nécessaire en raison de l'impact prévu de la crise se situerait entre 0,5 et 1,5 % du PIB par an. En clair, des coûts supplémentaires de cette ampleur peuvent gonfler les finances publiques, conduire à des augmentations insoutenables de la dette publique et devenir source d'instabilité macroéconomique à l'avenir, si la relance et la croissance durable se font attendre.

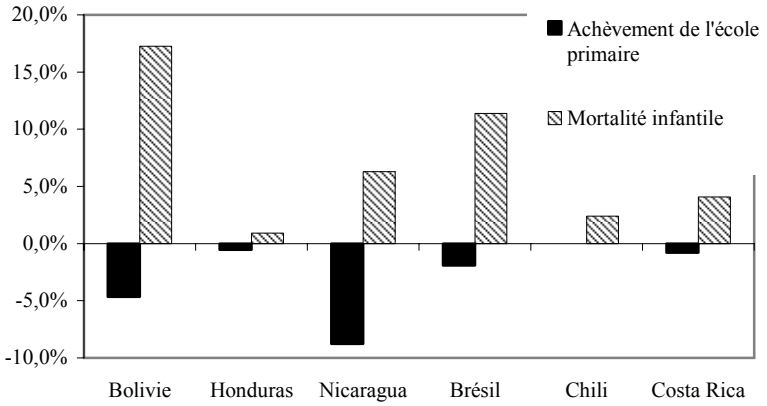
Une analyse plus approfondie montre que l'augmentation des dépenses sociales contribuerait à restaurer la croissance. Néanmoins, Ces pays ne reviendraient pas rapidement aux niveaux de croissance économique et d'emploi d'avant la crise parce que les dépenses en services relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement y représentent des parts relativement limitées de la demande agrégée (fig. B). Des effets plus marqués de croissance sont susceptibles d'apparaître au fil du temps, quand les meilleurs résultats en matière d'éducation et de santé sous-tendront une croissance plus forte de la productivité. La réponse anticyclique gagne nettement en force si la stratégie des objectifs du Millénaire pour le développement se complète des investissements nécessaires dans l'infrastructure publique. Pour un redressement total, néanmoins, d'autres facteurs doivent contribuer également, en particulier la reprise de la demande extérieure. Il faut des mesures de relance concertées au niveau mondial pour y parvenir.

---

[3] Marco V. Sánchez et Rob Vos (2009), « Impact of the global crisis on the achievement of the Millenium Development Goals in Latin America », document technique Département des affaires économiques te sociales (en préparation). L'analyse utilise un cadre à l'échelle de l'économie (MAMS) pour évaluer les déterminants et les coûts de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Figure A

Impact de la crise sur l'achèvement de l'école primaire et les taux de mortalité infantile en 2015 dans les pays d'Amérique latine (variations de pourcentage)



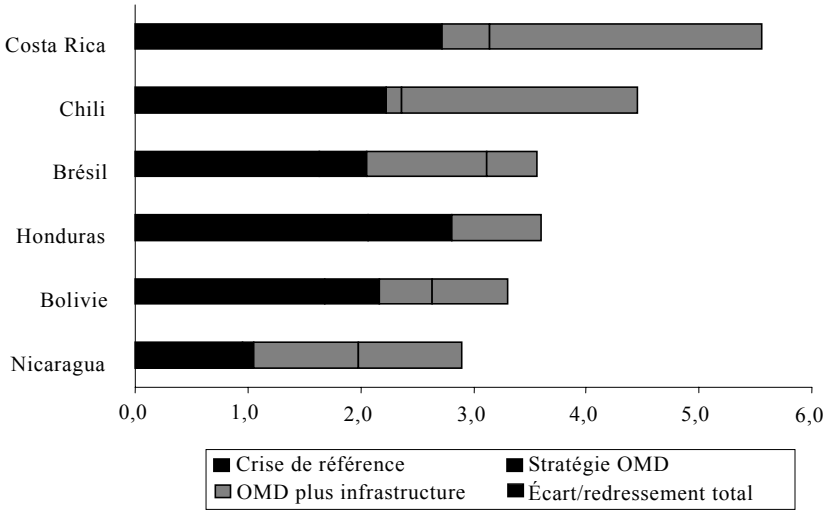
Source : Sánchez et Vos (2009), ibid.

Note : les résultats indiquent la variation de pourcentage des taux d'achèvement de l'école primaire et des taux de mortalité infantile, respectivement, comparant les résultats en 2015 pour les scénarios de référence de la crise et d'avant la crise. Le scénario d'avant la crise suppose la poursuite jusqu'en 2015, des tendances de croissance du PIB de 2000-2007. Le scénario de référence de crise suppose une décélération significative de la croissance en 2009 et 2010, et une reprise progressive à partir de 2011 pour revenir, en 2015, aux taux de croissance du PIB d'avant la crise.

Figure B

Simulation de l'impact anticyclique de l'accroissement des dépenses pour les objectifs du Millénaire pour le développement sur la croissance du PIB, 2010-2015

(Taux annuel moyen de croissance en pourcentage)



Source : Voir fig. A.

Aperçu régional

Économies développées

8. Dans le scénario de base, le PIB des États-Unis d'Amérique devrait diminuer de 3,5 % en 2009 et revenir à un maigre taux de 1,0 % seulement en 2010, bien en dessous de ce qui est nécessaire pour sortir du marasme. L'effondrement du secteur du logement, amorcé en 2006, est toujours en cours, tandis que le resserrement du crédit, la déflation du prix des actifs et la hausse du chômage sont à l'origine d'une forte diminution des investissements des entreprises et de la consommation des ménages. Les mesures stratégiques ont été revues nettement à la hausse en 2009, notamment par l'extension constante du bilan de la Federal Reserve Bank des États-Unis d'Amérique, un nouveau programme de relance budgétaire de 787 milliards de dollars des États-Unis et le Programme d'investissement public/privé de plus de 1 billion de dollars des États-Unis pour liquider les actifs bancaires non performants. Il faudra du temps cependant pour que ces mesures désengorgent le système financier et restaurent la croissance économique. Des incertitudes subsistent quant à leur efficacité. La forte hausse du chômage et la poursuite du désendettement financier accroissent encore le risque de voir l'économie tomber dans une déflation prolongée. Dans le scénario optimiste, qui prévoit un rétablissement de la situation au troisième trimestre 2009, l'économie américaine pourrait se redresser au deuxième semestre et afficher une croissance d'environ 1,5 % en 2010.

9. L'économie du Japon entre en récession profonde. La forte baisse de la demande mondiale, en particulier dans le secteur automobile, de la technologie de l'information et des équipements, a conduit à l'effondrement des exportations japonaises, entraînant la chute vertigineuse des bénéfices des entreprises, la restriction des conditions financières, l'augmentation du chômage, la diminution de la richesse des ménages et l'étiolement de la demande intérieure. En réaction, la banque centrale a diminué les taux d'intérêt et pris une série d'autres mesures pour stabiliser les marchés financiers et faciliter le financement des entreprises. Le gouvernement a adopté une série de mesures de relance budgétaire, avec un surcroît de dépenses publiques d'environ 5 % du PIB. D'après les prévisions, le PIB devrait perdre 7,1 % en 2009. On pourrait observer un léger redressement en 2010, mais il sera largement fonction de la relance mondiale.

10. Les économies d'Europe occidentale sont durement touchées par la crise. Dans la zone euro, le PIB devrait baisser de 3,7 % en 2009, après une croissance de 0,8 % en 2008. Même si les mesures actuelles de relance budgétaire et monétaire exercent une certaine traction en 2009, les économies de l'Union européenne ne doivent pas s'attendre à mieux qu'une stabilisation progressive de l'activité, avec des prévisions de croissance du PIB proches de zéro pour 2010. Les déboires économiques diffèrent entre les pays d'Europe occidentale, qui sont exposés à des degrés divers au ralentissement du marché du logement, du secteur de la construction, des exportations manufacturières et du secteur bancaire. Dans toute la région, cependant, les taux de chômage augmentent et devraient continuer à grimper même après l'arrêt de la baisse de production. En moyenne, le taux de chômage dans la zone euro devrait passer à 10 % en 2009, au lieu de 7,5 % en 2008.

11. Les économies des nouveaux États membres de l'Union européenne n'ont cessé de se détériorer en 2008: la croissance est devenue négative dans les États baltes et en Hongrie, et est tombée à près de zéro dans les autres pays au dernier trimestre 2008. La stagnation se poursuit pendant la première moitié de 2009, se traduisant par des baisses à deux chiffres de la production industrielle, une forte chute des exportations et du commerce de détail et une confiance en berne des consommateurs et des entreprises. Si dans l'Europe des 15, la récession peut être considérée comme principale responsable de cette contraction, la région est touchée aussi par la contagion de la crise financière mondiale entraînant une forte hausse des coûts des emprunts externes et l'arrêt soudain de l'accès aux prêts bancaires internationaux. Le PIB des nouveaux États membres de l'Union devrait diminuer de 1,7 % en 2009 et se redresser légèrement, de 1,5 %, en 2010. Dans un scénario plus pessimiste sans reprise mondiale, ces pays doivent s'attendre à la stagnation économique en 2010.

12. Les économies de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande devraient également reculer en 2009, sous l'effet de la diminution de la demande mondiale et de la baisse des prix des produits de base. En Australie, le taux de chômage devrait passer de 4,2 % en 2008 à plus de 6 % en 2009 et à 8 % en 2010. Au Canada, il devrait atteindre 9,0 % en 2009. Malgré les mesures de relance fiscales et monétaires, on ne prévoit qu'un redressement timide en 2010, principalement dans le sillage de la relance modérée de l'économie mondiale, si les conditions de base l'emportent.

Économies en transition

13. La conjoncture économique de la Communauté des États indépendants (CEI) s'est nettement dégradée à partir de fin 2008, affectée par le resserrement général du crédit, l'effondrement du commerce mondial et la baisse des prix des produits de base, en particulier du pétrole et des métaux, et – pour certains pays – le tarissement des flux de transferts de fonds. Le PIB régional devrait baisser de 5,4 % en 2009, soit plus de 10 points de pourcentage par rapport à la croissance de 2008 et la moyenne des sept années précédentes. Un modeste redressement économique est possible en 2010 – avec un taux de croissance moyen d'environ 1,5 % – mais les risques penchent plutôt vers la baisse. Les économies de la CEI, riches en ressources, ont pu prendre des mesures anticycliques, faisant appel à des ressources fiscales épargnées et des réserves accumulées pendant la hausse des prix pétroliers. La Fédération de Russie, par exemple, a adopté des mesures budgétaires pour un total de 9,1 % du PIB. D'autres économies, qui ne disposaient pas de telles réserves ont dû demander l'aide du Fonds monétaire international (FMI). L'Arménie, le Bélarus, le Kirghizstan et l'Ukraine ont signé des accords de stand-by avec le FMI, pour soutenir leurs devises, la sauver de l'effondrement et atténuer les déficits considérables de la balance des paiements. Parallèlement aux attentes de base de redressement mondial en 2009, la consolidation complémentaire du secteur bancaire et des mesures de relance supplémentaires pourraient améliorer les perspectives de croissance de la CEI en 2010. Les risques de récession prolongée subsistent, cependant, en l'absence de reprise mondiale. La montée des troubles sociaux et de l'agitation politique, déjà observée dans certaines parties de la CEI, accroît l'incertitude économique déjà considérable.

14. En Europe du Sud-Est, la croissance a nettement faibli au dernier trimestre 2008 et continué à ralentir en 2009. Ces économies souffrent de tassements considérables en raison de la diminution des exportations, de la baisse des investissements étrangers directs et des afflux de placements de portefeuille, de la diminution des afflux de transferts de fonds, de la croissance ralentie du crédit intérieur et du renchérissement du financement externe. De ce fait, le PIB combiné de la région devrait baisser de 1,9 % en 2009 et remonter de 1,0 % en 2010 dans le scénario de base. Dans un scénario optimiste, en supposant une relance plus tôt que prévu dans l'Union européenne, la croissance régionale pourrait atteindre 1,8 % en 2010. Sans reprise mondiale, néanmoins, les économies de l'Europe du Sud-Est doivent s'attendre à une récession prolongée également.

Économies en développement

15. En Afrique, la croissance ralentit nettement, surtout à la suite de l'effondrement du commerce mondial et des prix des produits de base, de la diminution des investissements étrangers directs et des transferts de fonds, ainsi que de la chute des revenus du tourisme. En 2009, la croissance du PIB devrait ralentir à 0,9 %, au lieu de 4,9 % en 2008. Les exportateurs de pétrole sont durement touchés par la forte baisse des prix des hydrocarbures. Les économies d'Angola et du Nigeria, par exemple, devraient se contracter de 4,2 et 0,5 % respectivement en 2009. L'Afrique du Sud entre en récession à cause de la diminution de la demande mondiale, qui touche surtout son secteur manufacturier. D'autres exportateurs de produits manufacturés, comme le Botswana, Maurice, le Maroc et la Tunisie souffrent aussi de la récession en Europe et aux États-Unis d'Amérique. Les exportateurs nets de denrées alimentaires de la région sont moins touchés, dans la mesure où la demande de produits alimentaires est restée relativement insensible à la régression mondiale, bien que ces pays soient confrontés à des prix d'exportation inférieurs à ceux de 2008. Les importateurs nets de produits alimentaires et d'énergie de la région doivent faire face à une forte diminution de la demande de leurs exportations, compensée en partie seulement par de meilleures conditions commerciales en raison de la baisse des prix des produits alimentaires et du pétrole. Malgré la chute des prix du marché mondial, l'inflation devrait rester élevée dans les pays de la région, à environ 10 % en 2009. Les problèmes naissants de balance des paiements sont à l'origine de fortes dépréciations monétaires dans beaucoup de pays africains, faisant grimper les prix intérieurs des biens importés, y compris ceux des denrées alimentaires. Le chômage et l'emploi précaire sont en hausse parce que la baisse des revenus d'exportation et des recettes publiques affecte toutes les activités économiques. En outre, les économies qui ont de vastes secteurs agricoles de subsistance, qui devraient en apparence les protéger d'une récession économique mondiale, sont durement touchées, parce que leurs économies monétaires sont largement tributaires de quelques exportations, notamment des industries d'exportation de niche telles que les textiles, les fleurs coupées, les légumes et le tourisme. Sous réserve de relance mondiale, la croissance de l'Afrique devrait amorcer une reprise dans la deuxième partie de 2010, selon le scénario de base. Néanmoins, de réelles menaces guettent si le redressement de l'économie mondiale est retardé et que l'afflux d'aide stagne.

16. En dépit de bases macroéconomiques apparemment solides, l'Asie de l'Est souffre d'une récession économique grave depuis septembre 2008. Dans la région, la croissance du PIB devrait ralentir d'une moyenne de 6,1 % en 2008 à 3,0 % en

2009. Les six derniers mois, l'effondrement de la demande finale dans les économies développées, allié à des revirements importants des flux de capitaux, a entraîné de fortes diminutions des exportations, de la production industrielle et des dépenses d'investissement dans la plupart des pays de la région. En outre, la Chine devrait enregistrer, en 2009, une croissance nettement ralentie par rapport aux dernières années. À la suite de la forte diminution de la production, le nombre de licenciements a considérablement augmenté dans la région. Jusqu'ici, les statistiques officielles du marché de l'emploi ne révèlent pas toute l'ampleur de la crise, la plus forte augmentation du chômage est susceptible de se produire en 2009. Après une flambée à la mi-2008, l'inflation a rapidement faibli en raison de la baisse des prix des produits de base et du recul de la demande intérieure. L'inflation est susceptible de continuer à baisser en 2009. Selon les prévisions de base, la reprise de la demande intérieure en Chine, stimulée par les mesures massives de relance budgétaire mises en œuvre dans le pays, devrait ramener la croissance économique régionale à un taux relativement robuste de 5,6 % en 2010. Le redressement de la croissance de la région dépendra aussi de la reprise des économies développées.

17. La plupart des économies de l'Asie du Sud ont été touchées par la crise économique et financière mondiale alors qu'elles luttaient toujours contre les effets négatifs des prix élevés des produits de base alimentaires et énergétiques, creusant nettement les déficits externes et budgétaires, et faisant grimper l'inflation intérieure. Comme l'accès aux emprunts externes s'est tari dans la seconde moitié de 2008, les vulnérabilités externes sont apparues clairement dans plusieurs pays, plus notoirement au Pakistan, où une crise de la balance des paiements a pu être évitée grâce à un programme d'urgence de 7,6 milliards de dollars des États-Unis soutenu par le FMI. Quoi qu'il en soit, la récession devrait être moins marquée en Asie du Sud que dans d'autres régions en développement, dans la mesure où les exportations représentent une part moindre du PIB et que la demande intérieure devrait rester assez stable. La croissance moyenne de la région devrait baisser de 6,8 % en 2008 à 4,1 % en 2009, avant de se redresser et de revenir à 5,4 % en 2010. En Inde, la demande d'exportations diminue rapidement, mais les dépenses publiques accrues et la résilience de la consommation intérieure contribueront à atténuer le ralentissement. Celui-ci met les marchés de l'emploi de la région sous forte pression, se traduisant par une augmentation du chômage, du sous-emploi et de la pauvreté laborieuse. Entre-temps, l'inflation est nettement retombée ces derniers mois, après une tendance ascendante en 2008. Cependant, dans la région, la possibilité de relance fiscale est limitée, en raison des déficits budgétaires importants des dernières années, à l'origine de dettes publiques importantes. Même ainsi, le Bangladesh, l'Inde et le Sri Lanka ont annoncé des mesures de relance budgétaire pour amortir la régression. Les risques de perspectives économiques négatives sont importants, notamment en cas de poursuite de la dégradation de la conjoncture économique mondiale. Cela pourrait entraîner une fuite massive des capitaux de la région, en particulier d'Inde, ce qui à son tour accentuerait la pression pour déprécier les monnaies nationales et limiter la demande intérieure.

18. Après une croissance du PIB de 4,5 % en 2008, les économies d'Asie occidentale se contracteront de 0,7 % en 2009 et, avec la relance mondiale, elles reviendront à une croissance positive de 2,9 % en 2010. La chute des prix pétroliers et les réductions de la production de pétrole sont des moteurs importants du ralentissement régional. Le Koweït, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis

devraient voir leurs économies se contracter en 2009. Une stabilisation des prix pétroliers à un niveau légèrement supérieur en 2010 contribuerait aussi à ramener la croissance des économies exportatrices de pétrole dans une fourchette positive raisonnable. Le Qatar et le Yémen devraient être des exceptions positives en raison du démarrage de grands projets énergétiques. Il en va de même pour l'Iraq, où l'amélioration de la situation de sécurité devrait autoriser un certain rattrapage économique malgré la crise mondiale. Dans les pays non exportateurs de pétrole de la région, la forte contraction du commerce mondial et le ralentissement du marché du tourisme déprimeront l'activité économique générale. Le déclin de l'activité économique et une augmentation rapide de la main-d'œuvre sous-tendent la hausse des taux de chômage dans toute la région, imposant une contrainte supplémentaire aux budgets fiscaux par l'augmentation des dépenses en prestations sociales et en mesures destinées à créer des emplois. Les transferts de fonds, en particulier des travailleurs des économies exportatrices de pétrole, devraient diminuer, réduisant les revenus et la consommation des ménages. L'inflation est en baisse en raison du ralentissement économique, de la baisse de prix des produits de base et, dans le cas des devises à parité fixe, du renforcement du dollar. Cette tendance devrait se poursuivre en 2009, en raison de la faible demande intérieure. En 2010, la stabilisation de l'activité économique soutiendra des hausses de prix modérées. Les perspectives régionales sont soumises à deux facteurs de risque importants: des prix du pétrole brut inférieurs aux prévisions affecteraient directement la croissance dans les pays exportateurs de pétrole et une contraction plus forte ou prolongée de la demande mondiale affecterait toutes les économies de la région.

19. Fin 2008, l'activité économique s'est rapidement détériorée en Amérique latine et dans les Caraïbes, entraînée par la diminution de la demande externe et la contraction rapide de la demande intérieure, à la suite du resserrement du crédit et des craintes de hausse du chômage. Après cinq années consécutives de croissance de plus de 4,0 % par an, le PIB diminuera de 1,9 % en 2009, avant de rebondir à 1,7 % selon les prévisions de base pour 2010. Le Mexique et l'Amérique centrale devraient être durement touchés, en raison de leur forte dépendance des exportations de produits manufacturés vers les États-Unis d'Amérique et des transferts de fonds des travailleurs aux États-Unis d'Amérique. La plupart des pays sud-américains qui dépendent des exportations primaires seront les plus touchés par la baisse des prix des produits de base. L'inversion des flux de capitaux et l'augmentation des coûts des emprunts externes influencent l'activité intérieure et les investissements privés, en dépit de réponses stratégiques rapides dans certains pays, comme le Brésil dès le dernier trimestre 2008. Les Caraïbes enregistreront une croissance modérée en 2009, reflétant des performances économiques relativement fortes à Cuba, à la suite de l'assouplissement des restrictions américaines imposées à l'économie cubaine. Le chômage devrait augmenter nettement dans toute la région en 2009, inversant la tendance de croissance de l'emploi dans le secteur formel ces cinq dernières années. Les perspectives de relance économique dans la région en 2010 seront très largement fonction de la conjoncture mondiale. Si la récession économique mondiale devait se prolonger et que les prix des produits de base continuent à baisser, le niveau des exportations restera faible, entraînant de nouveaux problèmes de balance des paiements, affaiblissant les monnaies nationales et décourageant l'afflux de capitaux.

Dégradation rapide de l'environnement économique mondial pour les pays en développement

20. Depuis fin 2008, la crise financière s'est intensifiée dans les grandes économies développées, elle s'est propagée aux pays en développement et aux économies en transition par le commerce et les finances internationales. Les flux commerciaux et de capitaux privés vers les pays en développement ont brusquement baissé et les prix internationaux des produits de base primaire se sont effondrés. Ce contexte économique international peu propice devrait persister en 2009 et pourrait même se prolonger, mettant les pays en développement en grande difficulté de financer les investissements pour une croissance et un développement durables à long terme.

Net revirement des afflux de capitaux privés et hausse des coûts du financement externe

21. On estime que les afflux nets de capitaux privés vers les économies émergentes (soit quelque 30 grands pays en développement et économies en transition) ont diminué de plus de 50 % en 2008, passant d'un summum de plus de 1 billion de dollars des États-Unis en 2007 à moins de 500 milliards de dollars. Une nouvelle baisse substantielle de 50 % est prévue pour 2009.

22. Parmi toutes les composantes des afflux nets de capitaux privés, la chute la plus spectaculaire est celle des prêts bancaires aux économies émergentes, transformant les afflux d'environ 400 milliards de dollars des États-Unis en 2007 à des prévisions de fuite nette en 2009. Les économies en transition, notamment la Fédération de Russie et l'Ukraine, ainsi que plusieurs économies d'Europe centrale et orientale ont connu le revirement le plus marqué des prêts bancaires internationaux. Les investissements en placements nets en portefeuille se sont transformés en fuite des économies émergentes, parce que les investisseurs étrangers ont réagi agressivement à leur liquidation sur les marchés de capitaux du monde entier. Bien que les flux d'investissements étrangers directs soient moins volatils que d'autres composantes des flux de capitaux privés, ils ont baissé aussi de 15 % en 2008[4].

23. L'Afrique, petite en termes mondiaux, dépend cependant toujours davantage des afflux de capitaux privés. Vu la taille de la plupart des marchés de capitaux intérieurs, même une diminution minime de ces flux pourrait avoir un impact considérable sur les prix des obligations. Les pays africains n'ont pas émis de bons internationaux en 2008 à la suite du resserrement mondial du crédit. Le Kenya, le Nigeria, l'Ouganda et la République unie de Tanzanie ont dû renoncer à leur intention de récolter des fonds sur les marchés de capitaux internationaux pour des projets d'infrastructure.

24. D'après les prévisions, les flux nets de capitaux privés vers les pays en développement et les économies en transition devraient régresser encore en 2009-2010. Les investisseurs institutionnels des pays développés devraient continuer à réduire leur exposition aux économies émergentes, tandis que les banques internationales pourraient encore diminuer leurs prêts transfrontaliers. Plusieurs

[4] CNUCED (2009) *Assessing the impact of the global financial and economic crisis on FDI flows*, Genève (UNCTAD/DIAE/IA/2009/3).

mesures de sauvetage bancaire adoptées dans les pays développés pourraient en effet exacerber cette tendance. Au vu de la diminution des dépenses mondiales en capital, de la forte réduction des bénéfices d'entreprises, de la poursuite de la tendance à la baisse des prix des produits de base primaires et de la chute des prix immobiliers dans les économies émergentes, les investissements étrangers directs ne devraient pas reprendre non plus.

25. Les coûts du financement externe sont en hausse pour les économies émergentes et les autres pays en développement, depuis fin 2008. L'indice EMBI (indice des obligations sur les marchés émergents) est monté en flèche, passant de 250 points de base à environ 800, en quelques semaines au troisième trimestre 2008. Le dernier soubresaut a été uniforme, donnant à penser que la contagion et l'aversion généralisée pour les investissements sur les marchés émergents ont gagné les investisseurs.

26. La pénurie de financement abordable aura des répercussions majeures pour les dépenses en infrastructure, vitales pour la croissance à long terme. Les investissements dans des projets d'infrastructure publics et privés en Afrique subsaharienne et en Amérique latine ont nettement diminué après plusieurs crises et ajustements fiscaux dans les années 1980 et 1990. Les investissements en infrastructure ont considérablement baissé aussi après la crise financière de la fin des années 1990 en Asie de l'Est et en 2007, ils n'étaient pas revenus aux niveaux d'avant la crise. L'entretien, la construction ou la restauration d'infrastructures publiques très nécessaires sont indispensables pour la croissance et le développement durables et influencent l'implantation de nouvelles activités du secteur privé.

Effondrement du commerce mondial et diminution des transferts de fonds

27. L'effondrement du commerce mondial frappe les pays en développement d'une manière disproportionnée. Les flux commerciaux du monde entier ont fortement diminué dès fin 2008 et ont continué à décroître au premier trimestre 2009, à un taux annuel de plus de 40 % au cours des trois mois se terminant en février 2009. Pour 2009, le volume du commerce mondial devrait diminuer de 11 %, la plus forte baisse annuelle depuis la grande dépression des années 1930. L'impact de la chute de la demande mondiale s'ajoute au tarissement du financement du commerce extérieur et au renforcement des tendances protectionnistes.

28. Les déclins les plus marqués du commerce s'observent dans les économies asiatiques, dans certains cas à des taux annualisés de 50 % voire davantage. La Chine (23 % en avril 2009) et l'Inde (2 %) aussi enregistrent des baisses importantes de leurs exportations d'une année à l'autre, pour la première fois depuis des décennies. Les importations de ces pays sont en chute libre également, ce qui – avec la diminution de la demande dans les pays industrialisés – affecte les exportations de produits de base des pays à bas revenus.

29. La forte chute des prix des produits de base renforce l'impact négatif pour de nombreux pays en développement, en particulier ceux qui sont très tributaires des exportations primaires. De 2002 à mi-2008, beaucoup de pays ont profité de la tendance à la hausse, quoique volatile, des produits de base pétroliers et non pétroliers. Néanmoins, l'aggravation de la crise financière mondiale depuis mi-2008 a donné lieu à un brusque revirement de cette tendance; les prix pétroliers ont chuté de plus de 70 % par rapport à leur niveau maximum de mi-2008. Les prix des

métaux ont perdu 50 % et ceux d'autres produits de base, notamment les céréales, ont nettement diminué aussi. Bien qu'ils semblent se stabiliser quelque peu au premier trimestre 2009, les prévisions n'entrevoient aucune relance significative, ce qui continuera à déprimer les revenus des exportations et les recettes publiques dans de nombreux pays en développement. Les pays importateurs de produits alimentaires et énergétiques peuvent voir s'améliorer leurs conditions commerciales, mais dans la plupart des cas, ce gain sera largement compensé par l'effondrement de la demande d'exportations, la hausse des coûts d'emprunt et/ou la baisse des flux de transferts de fonds. Parmi les exportateurs nets de produits de base, les pays à bas revenus sont le plus durement touchés par la chute vertigineuse des prix du marché mondial, dans la mesure où les exportations primaires constituent, en moyenne, 70 % de leurs exportations totales et une grande partie des recettes publiques proviennent de ces exportations.

30. Les transferts de fonds vers les pays en développement ont considérablement diminué aussi. Ils totalisaient plus de 300 milliards de dollars des États-Unis en 2008, soit trois fois les flux d'aide publique au développement vers les pays en développement, et sont des sources importantes pour soutenir la consommation et le développement au sens large. Pour plusieurs petites économies, les transferts de fonds représentent plus de 20 % de leur PIB. Avant, les flux de transferts de fonds étaient relativement stables et même anticycliques. Face à la grave crise financière mondiale, néanmoins, ces flux devraient diminuer en 2009, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie du Sud et dans certains pays de la CEI, comme la République de Moldavie, le Kirghizstan et le Tadjikistan, mais cette baisse devrait être nettement inférieure à celle d'autres revenus d'opérations de change.

Accroissement des problèmes de balance des paiements

31. Les chocs externes importants influencent nettement les positions de la balance des paiements des économies émergentes et des autres pays en développement. Avant le début de la crise financière mondiale, beaucoup de pays en développement et d'économies en transition avaient accumulé des réserves étrangères significatives, totalisant plus de 4 billions de dollars des États-Unis en 2008. Depuis mi-2008, cependant, le brusque revirement des afflux de capitaux et la détérioration des comptes courants ont entraîné la diminution des réserves de devises étrangères de nombre d'entre eux, hormis la Chine et quelques autres économies asiatiques. La fuite des capitaux et les tentatives de défendre les monnaies nationales contre la dépréciation précipitée sont également à l'origine de l'amenuisement des réserves étrangères de certaines économies, notamment de la Fédération de Russie.

32. L'accumulation de réserves par les pays en développement au cours de la dernière décennie était considérée «excessive» jusqu'à récemment, mais dans de nombreux cas, elle s'avère aujourd'hui nettement insuffisante pour « l'autoprotection » face à l'ampleur des chocs externes causés par la présente crise économique et financière mondiale. En 2009, plus de 100 pays en développement auraient des excédents courants inadéquats pour couvrir la dette privée et on prévoit une insuffisance de financement allant de 200 milliards à 700 milliards de dollars des États-Unis. Les réserves de quelque 30 pays à faible revenu sont tombées sous le seuil critique de trois mois d'importations.

33. Les devises de nombreux pays en développement sont sous pression. La détérioration des conditions externes et l'appréciation du dollar des États-Unis, à la suite du désendettement du système financier et des opérations spéculatives sur écart de rendement depuis août 2008, ont conduit à la dépréciation des devises des pays en développement. De nombreux pays à faible revenu et à revenu moyen ont procédé à des dévaluations importantes ces 6 à 9 derniers mois, parfois comprises entre 20 et 50 %. Les dépréciations du taux de change ont nettement enchéri les obligations de service de la datte extérieure en devise locale et affectent déjà les positions budgétaires des gouvernements et des entreprises. Ces facteurs compromettent gravement la viabilité de la dette dans de nombreux pays en développement, dont beaucoup connaissent des difficultés de dette extérieure: quelque 3 billions de dollars des États-Unis de dette extérieure des économies émergentes arrivent à échéance en 2009. De nombreux pays à faible revenu sont soumis à un risque plus grand aussi, notamment ceux qui ont bénéficié d'une remise importante de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Les données récentes montrent aussi qu'un tiers environ des pays à faible revenu et à revenu moyen d'Afrique subsaharienne ont des ratios de plus de 50 % de dette extérieure par rapport au PIB et des taux de plus de 2 % de service de la dette par rapport au PIB, ce qui les rend vulnérables aux chocs extérieurs et menacés d'asphyxie par endettement.

34. Pour compenser la diminution des flux de capitaux privés vers les pays en développement et afin de fournir un surcroît de ressources pour atténuer l'impact de la crise financière sur leurs efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, il faudra un supplément d'aide publique. Avant la crise, les flux d'aide publique au développement vers les pays en développement ont diminué de façon quantifiable en 2006-2007. En 2008, les flux d'aide des bailleurs de fonds du Comité d'aide au développement sont repartis à la hausse, pour atteindre près de 120 milliards de dollars des États-Unis. La crise peut réduire les flux d'aide, dans la mesure où de nombreux donateurs les déterminent sous forme de pourcentage de leur revenu national brut (RNB), de sorte que le montant de l'aide diminue avec le revenu même si la proportion reste identique. Bien que les pays donateurs aient réitéré leurs engagements en matière d'aide publique au développement, le suivi en temps opportun peut être perturbé si la crise actuelle se prolonge.

35. Entre-temps, le FMI et la Banque mondiale ont nettement intensifié leurs opérations de prêt. En avril 2009, une douzaine d'économies émergentes ont reçu un financement de programmes du FMI, pour un total de quelque 50 milliards de dollars des États-Unis. Le Fonds a également renforcé ses prêts aux pays à faible revenu, mais manque encore de ressources pour doubler sa capacité de prêt, à 23 milliards de dollars des États-Unis, ce qui reste largement inférieur aux besoins.

36. Au sommet de Londres, en avril 2009, les dirigeants du Groupe des 20 ont convenu de verser 1,1 billion de dollars des États-Unis en aide financière internationale aux pays ayant des problèmes de financement externe, triplant les ressources disponibles du FMI à 750 milliards de dollars des États-Unis (notamment un nouvel octroi de droits de tirage spéciaux de 250 milliards de dollars des États-Unis), un prêt supplémentaire par les banques de développement multilatérales d'au moins 100 milliards de dollars des États-Unis et un soutien du financement du commerce extérieur de 250 milliards de dollars des États-Unis. Tout en étant significatif, cela peut ne pas encore suffire pour relever les défis posés par la crise mondiale actuelle.

Défis stratégiques

37. Depuis l'aggravation de la crise financière en septembre 2008, les gouvernements du monde entier ont débloqué un financement public massif (totalisant 18 billions de dollars des États-Unis soit environ 30 % du PMB) pour recapitaliser les banques, par l'acquisition d'une participation publique partielle ou totale dans les institutions financières en difficulté et la fourniture de vastes garanties sur les dépôts bancaires et autres actifs financiers. En outre, reconnaissant que les mesures monétaires et financières ne suffiront pas à empêcher la récession, beaucoup de pays ont également adopté des plans de relance budgétaire, pour un total d'environ 2,6 billions de dollars des États-Unis (environ 4 % du PMB), à dépenser en 2009-2011. Bien que significatif, cela peut encore être insuffisant pour la relance de 2 à 3 % du PMB par an qui serait nécessaire pour compenser la baisse estimée de la demande mondiale agrégée.

38. Il faut une action plus concertée dans quatre grands domaines. Premièrement, il faut un complément d'action décisive et coopérative pour restaurer la santé financière des banques, en particulier dans les pays développés. Comme indiqué, en dépit du soutien sans précédent accordé jusqu'à présent, les problèmes subsistent dans les secteurs financiers et il faudra des efforts supplémentaires pour recapitaliser les banques en vue de faciliter la reprise des prêts intérieurs et internationaux. À défaut, la relance fiscale est peu susceptible d'être très efficace.

39. Deuxièmement, les mesures de relance budgétaire doivent être mieux coordonnées et alignées sur les objectifs de développement durable**.** Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de véritable coordination des mesures budgétaires prises par les gouvernements nationaux. Sans coordination adéquate, les mesures de relance peuvent ne pas répondre aux besoins**.** À défaut de coordonner leur ampleur et leur calendrier, les effets multiplicateurs des mesures de relance seront limités, affaiblissant ainsi leur impact sur la croissance économique mondiale et l'emploi. Par ailleurs, et c'est important, plus de 80 % des mesures de relance sont prises par les principaux pays développés. Confrontés à une récession plus profonde et avec une capacité de réaction plus grande, la plupart des efforts anticycliques doivent en effet émaner de ces pays, mais cela n'assure pas le rééquilibrage adéquat de l'économie mondiale. En outre, comme une grande partie de la relance proviendra des pays à déficit important, l'absence d'action corrective perpétuerait le problème des déséquilibres mondiaux (voir encadré 2). Quoi qu'il en soit, la plupart des pays en développement n'ont pas les moyens de prendre les mesures anticycliques nécessaires pour leurs économies. Bien qu'important, le surcroît de liquidités à fournir par la communauté internationale, comme convenu par le Groupe des 20, ne suffit pas à donner aux pays en développement les ressources dont ils ont besoin pour assurer une relance mondiale plus équilibrée, alignée sur les besoins de développement à long terme[5]. Une autre source de préoccupation, c'est que beaucoup de programmes de relance supposent (souvent involontairement) des pratiques commerciales non équitables, par l'octroi de subventions et de mesures

[5] Une grande partie du 1,1 billion de dollars des États-Unis serait attribuée en vertu d'un quota existant du FMI et essentiellement consacrée aux prêts à court terme et d'urgence, ce qui suppose qu'une part minime seulement serait directement disponible pour le financement du développement à long terme, dans les pays en développement à faible revenu et revenu moyen. Voir également le rapport du Secrétaire général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (A/CONF.214/4).

incitatives aux entreprises nationales. Ils peuvent donc nuire au redressement des économies qui n'ont pas les ressources nécessaires pour des mesures de relance budgétaire et pour soutenir les industries nationales. La coordination mondiale devrait également aborder ce problème.

Encadré 2
L'ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux prolonge le risque

La crise actuelle est due à un schéma de croissance mondiale non viable, qui se caractérise, entre autres choses, par le creusement des déséquilibres financiers mondiaux et l'accroissement des déficits du compte courant des États-Unis d'Amérique, financés par l'augmentation des excédents croissants en Chine, au Japon, dans certains pays européens, les grands exportateurs de pétrole et plusieurs pays en développement. Comme ce schéma se prolongeait, le risque d'une forte dépréciation de la principale devise de réserve du monde, le dollar des États-Unis, a augmenté. En fait, avant la crise actuelle, le dollar s'était nettement affaibli et présentait une volatilité accrue par rapport aux autres grandes devises.

Les déséquilibres mondiaux ont considérablement diminué en 2008. Malheureusement toutefois, cela résulte d'un processus déflationniste dû à l'effondrement du commerce et au désendettement financier mondial et non d'un ajustement plus bénin. De ce fait et en raison de l'insuffisance de coordination des programmes de relance entre les principales économies, le risque de grande volatilité des taux de change, et même d'effondrement du dollar, a augmenté au lieu de décroître.

Le déficit externe des États-Unis d'Amérique a baissé à 670 milliards de dollars des États-Unis en 2008 et devrait continuer à décroître à environ 400 milliards de dollars des États-Unis en 2009. Parmi les économies nettement excédentaires au départ, la zone euro est passée dans le rouge, tandis que l'excédent considérable du Japon a presque disparu depuis mi-2008. Les excédents des pays exportateurs de pétrole ont largement diminué aussi. Seul l'excédent de la Chine a continué de croître (à 420 milliards de dollars des États-Unis en 2008), parce que les importations ont diminué davantage que les exportations.

L'incidence des programmes de relance budgétaire adoptés par les grandes économies sur les déséquilibres mondiaux est incertaine. En ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, néanmoins, on prévoit que le déficit du gouvernement fédéral grimpera à environ 1 580 milliards de dollars des États-Unis (11,3 % du PIB) en 2009, une hausse par rapport aux 450 milliards de dollars des États-Unis (3,1 % du PIB) de 2008. L'augmentation de l'épargne des ménages américains (en hausse d'environ 4 % du PIB) contribuera à financer une partie de l'accroissement du déficit budgétaire, mais le reste (environ la moitié) devrait venir de l'épargne étrangère ou du recours accru à la planche à billets. Quoi qu'il en soit, cela est susceptible d'entraîner une nouvelle

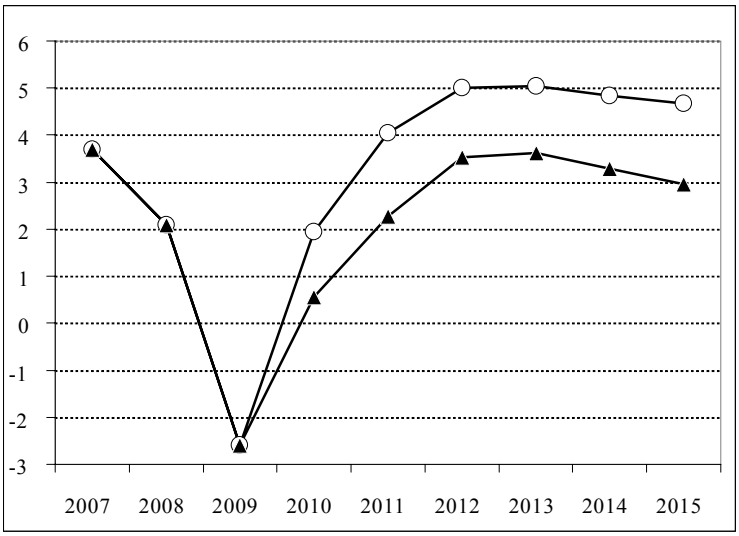
fois le dollar à la baisse, parce que les investisseurs risquent davantage de craindre des pertes futures de leurs portefeuilles d'actifs en dollars. Sans coordination adéquate des programmes de relance budgétaire dans le monde entier et de leur mode de financement, l'incertitude concernant la fin des déséquilibres mondiaux pourrait être source d'instabilité financière supplémentaire.

40. Les simulations avec le modèle mondial de politique du DAES indiquent qu'une relance macroéconomique mondiale plus équilibrée et coordonnée, comme suggéré ici, apporterait des gains significatifs de croissance mondiale, par rapport à un scénario de relance non coordonnée, comme le supposent les programmes de relance budgétaire existants, mis en œuvre individuellement par les gouvernements nationaux. Dans le scénario coordonné, les efforts de relance des pays qui ont aujourd'hui de considérables excédents externes seraient supérieurs à ce qu'ils sont actuellement, tandis que des ressources supplémentaires seraient transférées vers les pays en développement pour financer le développement (un supplément de 500 milliards de dollars des États-Unis environ pour 2009-2012, par rapport au scénario non coordonné).[6] Le surcroît de transferts de ressources nécessaires comprendrait environ 50 milliards de dollars des États-Unis pour les pays les moins avancés. Outre le fait de soutenir les réponses anticycliques des pays en développement par le renforcement de leurs systèmes de protection sociale et la réalisation d'investissements à long terme dans le développement durable, le scénario coordonné comporterait aussi des efforts concertés pour donner à ces pays un accès accru aux marchés des pays développés comme envisagé lors des négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha véritablement axé sur le développement. Dans un scénario orienté vers le développement et coordonné, l'économie mondiale reviendrait à un taux de croissance annuel d'environ 4 à 5 % en 2010-2015, entraîné par une robuste croissance d'environ 7 % par an dans les pays en développement (fig. 2). Dans le scénario non coordonné, la croissance des pays en développement ne reviendrait qu'à 3 à 4 % par an.

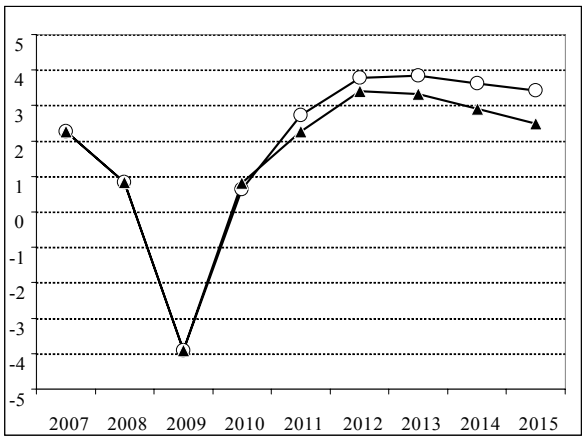
[6] Le scénario non coordonné est comparable aux hypothèses des prévisions de base présentées dans le tableau A.1, mais ajoute les effets potentiellement négatifs des éléments protectionnistes compris dans les programmes de relance et de sauvetage financier sur le commerce mondial et leur parti pris contre les pays en développement.

Figure 2
Redressement économique avec relance mondiale coordonnée et non coordonnée, 2009 – 2015

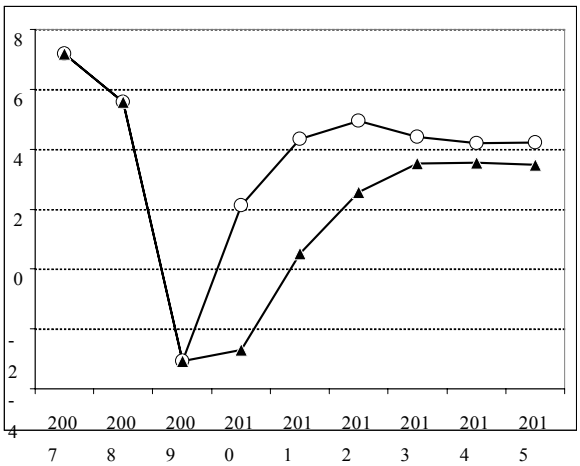
Monde



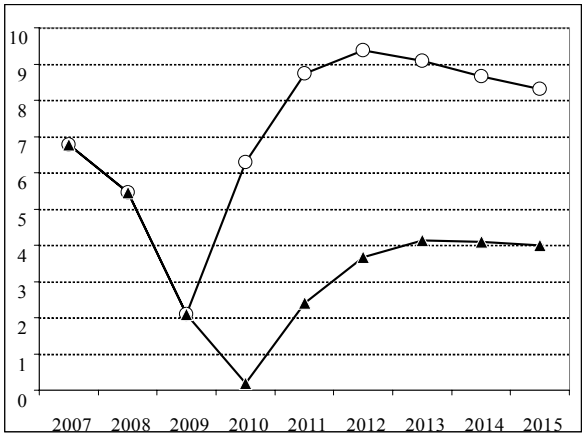
Pays développés



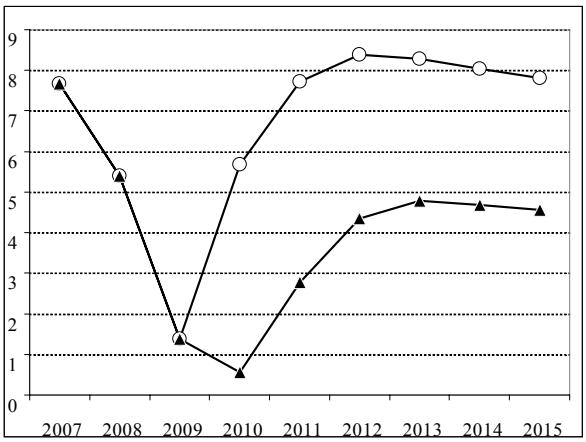
Économies en transition



Pays en développement



Pays les moins avancés



Source : DAES sur la base de simulations à l'aide du modèle mondial de politique de l'ONU.

Légende : ▲ = scénario de politiques non coordonnées
O = relance mondiale coordonnée.

41. Les pays développés profiteraient nettement aussi de la coordination des politiques et verraient leur croissance du PIB grimper à environ 4 % par an – mieux que les 2 à 3 % du scénario non coordonné. En outre, les résultats de simulation du scénario coordonné prévoient une légère amélioration des déséquilibres mondiaux, maintenant sous contrôle les positions d'actifs et de passifs externes des principales économies, ce qui, à son tour, favoriserait une plus grande stabilité des taux de change. Le transfert supplémentaire de ressources vers les pays en développement semblerait ainsi avoir un rendement élevé dans le monde entier. Il faut bien sûr des conditions (mondiales et nationales) pour les utiliser efficacement. La coordination des politiques doit s'accompagner de mécanismes de surveillance pour assurer la responsabilité et la crédibilité des efforts concertés.

42. Troisièmement, des réformes fondamentales du système financier international sont requises pour surmonter les défauts systémiques à l'origine de cette crise et en vue de se protéger des crises futures. Sans entrer dans les détails ici,[7] ces réformes doivent pallier avant tout les principales faiblesses de la réglementation et de la supervision du système financier international. Les mécanismes existants sont généralement considérés insuffisants aujourd'hui pour atténuer la procyclicité inhérente au système financier, qui tend à favoriser les bulles des prix des actifs. Il faut créer un système réglementaire macroprudentiel, basé sur la fourniture anticyclique de capitaux, afin de développer des institutions pour superviser tous les segments des marchés financiers, où le risque systémique est concentré, notamment les fonds spéculatifs et les flux transfrontaliers.

---

[7] Voir Situation et perspectives de l'économie mondiale 2009, (publication des Nations Unies, numéro de vente E.08.II.C.2), CNUCED (2009) 'The Global Economic Crisis: Systemic Failures and Multilateral Remedies (La crise économique mondiale: défaillances systémiques et mesures correctives multilatérales) (UNCTAD/GDS/2009/1) et le rapport du Secrétaire général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (A/CONF.214/4).

43. La coopération fiscale internationale renforcée devrait être un élément crucial d'un système mondial plus efficace de réglementation financière. Cette coopération doit contribuer à réduire l'évasion fiscale, souvent associée au blanchiment d'argent, à la corruption, au financement du terrorisme et au trafic de drogue. Comme l'évasion fiscale est très répandue, une meilleure coordination fiscale pour la combattre devrait aussi contribuer à relancer la capacité budgétaire des gouvernements du monde entier, ce qui, à son tour, améliorerait le financement disponible pour le redressement et le développement. Pour les pays en développement, il sera essentiel de mettre en place un mécanisme international de remise et de restructuration de la dette souveraine, basé sur une approche flexible de la viabilité de la dette tout en fournissant un surcroît de financement. Comme indiqué, la balance des paiements de beaucoup de pays se dégrade rapidement à la suite de la crise mondiale, tandis que les gouvernements doivent adopter des réponses anticycliques massives. Au besoin, des accords moratoires et des sursis temporaires concernant les obligations existantes de paiement de la dette devraient faire partie des mesures pour donner aux pays une plus grande latitude financière, réduisant aussi les besoins de nouveaux financements. Au-delà de la nécessité d'action immédiate, il faut un mécanisme méthodique de sauvetage de la dette souveraine et un cadre amélioré pour traiter les faillites transfrontalières.

44. Plus fondamentalement, il faut créer un nouveau système de réserve mondial, non fondé sur des devises nationales ou régionales en guise de principale devise de réserve. Pour remédier aux principales carences du système actuel, il faut un ensemble de mesures de vastes réformes. Il faut mettre en place un nouveau système permettant un meilleur regroupement des réserves au niveau régional et international, et non basé sur une seule ni même plusieurs devises nationales. Il devrait permettre l'émission de liquidités internationales (droits de tirage spéciaux ou équivalent), de façon à créer un système financier mondial plus stable. Pour que ce rôle prépondérant des droits de tirage spéciaux soit efficace, il devrait s'accompagner de mesures additionnelles en matière de politiques et de réformes.

45. Quatrièmement, il faut créer un nouveau cadre de gouvernance économique mondiale conforme aux réalités de ce début du XXIe siècle. Il faut réformer en profondeur la structure de gouvernance des institutions de Bretton Woods. À la Conférence de Doha sur le financement du développement, les États membres sont convenus en décembre 2008, que cette réforme doit être vaste pour refléter plus adéquatement les pondérations économiques changeantes dans l'économie mondiale, être plus réceptive aux défis actuels et futurs, et renforcer la légitimité et l'efficacité de ces institutions. Les inégalités existantes des droits de vote dans ces institutions les empêchent d'intégrer correctement dans leurs opérations les besoins des utilisateurs de leurs fonds et sont en conflit avec leur caractère et leur rôle public de facilitateurs de la coopération internationale. Ces réformes doivent également conduire à la mise en place d'un mécanisme crédible et légitime de meilleure coordination internationale des politiques macroéconomiques. Jusqu'à présent, les réponses mondiales sont concertées au niveau du Groupe des 7, Groupe des 8, Groupe des 20 ou autre forums spécifiques, excluant la participation ou la représentation de parties importantes de la communauté internationale, en particulier des pays en développement. La coordination institutionnalisée des politiques macroéconomiques doit être intégrée dans un cadre multilatéral plus représentatif. Le FMI pourrait fournir cette plate-forme après la réforme adéquate de sa structure de gouvernance et la révision de ses fonctions. Le Comité monétaire et financier

international, son organe d'élaboration des politiques, pourrait être chargé d'un rôle de médiation pour des accords de coordination stratégique internationale, avec des mesures de protection contre les politiques pouvant mener à des déséquilibres insoutenables au niveau planétaire.

46. Des réformes plus vastes de la gouvernance économique mondiale doivent également être envisagées pour assurer la cohérence de la gouvernance mondiale de l'architecture financière internationale, du système commercial multilatéral, du cadre pour s'attaquer au changement climatique, de l'agenda du développement, de la paix et de la sécurité. Cette coordination peut se faire par un nouveau conseil économique mondial faisant partie du système des Nations Unies, comme proposé par certains États membres, ou par la réforme en profondeur du Conseil économique et social des Nations Unies. Quel que soit le mécanisme, il est primordial de créer un organe pouvant assurer la coordination et la supervision des réponses aux nombreux défis planétaires et mettre le monde sur une voie de développement nouvelle mais durable.

Annexe

Tableau A.1
Croissance de la production mondiale, 2004-2010, variation annuelle du pourcentage

				2010[a]		
	2004-2007[b]	*2008*[c]	*2009*[a]	*Scénario de base*	*Scénario optimiste*	*Scénario pessimiste*
Monde	3,8	2,1	-2,6	1,6	2,3	0,2
Économies développées	2,6	0,8	-3,9	0,6	1,1	-0,4
États-Unis d'Amérique	2,6	1,1	-3,5	1,0	1,5	0,0
Japon	2,1	-0,6	-7,1	1,5	2,0	0,4
Union européenne	2,6	0,9	-3,5	0,0	0,6	-1,0
Membres de l'UE-15	2,5	0,7	-3,7	-0,1	0,5	-1,1
Nouveaux États membres de l'UE	5,5	4,0	-1,7	1,5	2,4	-0,4
Zone euro	2,4	0,8	-3,7	-0,1	0,5	-1,2
Autres européens	3,0	1,9	-3,0	0,1	0,7	-1,1
Autres pays développés	3,1	1,0	-2,3	0,4	0,9	-0,5
Économies en transition	7,6	5,3	-5,1	1,4	2,4	-0,5
Europe du Sud-Est	5,3	4,2	-1,9	1,0	1,8	-0,3
CEI	7,8	5,4	-5,4	1,5	2,5	-0,6
Économies en développement	7,1	5,4	1,4	4,3	5,5	2,0
Afrique	5,9	4,9	0,9	4,0	5,3	1,7
Afrique du Nord	5,2	5,3	2,9	3,9	4,9	2,1
Afrique subsaharienne	6,2	4,7	-0,1	4,0	5,5	1,4
Afrique subsaharienne (hormis Afrique du Sud, Nigeria)	7,1	5,5	1,5	4,5	6,3	1,6
Asie du Sud et de l'Est	8,5	6,2	3,2	5,6	6,5	3,7
Asie de l'Est	8,5	6,1	3,0	5,6	6,5	3,9
Asie du Sud	8,3	6,8	4,1	5,4	6,5	3,1
Asie occidentale	5,9	4,5	-0,7	2,9	5,0	-1,1
Amérique latine et les Caraïbes	5,2	4,0	-1,9	1,7	3,2	-0,7
Amérique du Sud	5,6	5,3	-0,9	1,9	3,5	-0,5
Mexique et Amérique centrale	4,1	1,7	-4,3	1,2	2,3	-1,0
Caraïbes	8,5	3,9	0,7	2,6	4,3	-0,8
Pays les moins avancés	8,1	6,1	2,7	4,6	6,3	2,2
Pays les moins avancés (hormis Bangladesh)	8,6	6,2	2,1	4,5	6,5	1,7
Pour mémoire :						
Commerce mondial	7,8	2,4	-11,1	4,1	5,1	0,5
Croissance de la production mondiale avec pondération basée sur la parité du pouvoir d'achat	4,9	3,3	-1,0	2,7	3,4	1,2

[a] Prévisions, basées en partie sur le projet LINK.
[b] Variation moyenne de pourcentage.
[c] En partie estimation.

Tableau A.2
Estimation de l'incidence de la crise sur la pauvreté extrême, scénario de crise par rapport à avant la crise[a], 2009

	Variation de la pauvreté extrême (moins de 1,25 dollar É.-U. par jour) (crise par rapport à avant crise)			
	Nombre de pauvres (millions)		*Variation de l'incidence de pauvreté (pourcentage)*	
	2009 vs 2004-2007	*2009 vs 2008*	*2009 vs 2004-2007*	*2009 vs 2008*
Économies en transition	0,7	0,7	0,3 %	0,3 %
Europe du Sud-Est	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
CEI	0,6	0,7	0,3 %	0,3 %
Économies en développement	142,6	105,0	2,4 %	1,7 %
Afrique	7,0	5,3	1,5 %	1,1 %
Afrique du Nord	0,3	0,3	0,2 %	0,3 %
Afrique subsaharienne	6,7	5,0	1,8 %	1,4 %
Asie du Sud et de l'Est	131,6	96,2	2,6 %	1,9 %
Asie de l'Est	17,8	29,1	0,9 %	1,4 %
Asie du Sud	113,1	66,7	4,0 %	2,4 %
Asie occidentale	0,7	0,4	0,6 %	0,3 %
Amérique latine et Caraïbes	3,9	3,6	0,7 %	0,7 %
Amérique du Sud	3,2	3,0	0,8 %	0,8 %
Mexique et Amérique centrale	0,8	0,6	0,5 %	0,4 %
Caraïbes	0,0	0,0	0,1 %	0,1 %

Source : DAES, fondé sur des estimations de croissance du PIB par habitant et les prévisions de la base de données de Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2009, ainsi que des données d'enquête récente auprès des ménages pour 69 pays, provenant de la base de données POVCAL de la Banque mondiale.

[a] Les estimations représentent le manque de réduction de la pauvreté dû à la baisse de croissance du revenu par habitant en 2009 par rapport à la croissance moyenne en 2004-2007 et 2008, respectivement. Le seuil de pauvreté est la ligne internationale de pauvreté, soit 1,25 dollar des États-Unis par personne, par jour, en dollars à parité du pouvoir d'achat. Pour les calculs, on suppose que la distribution des revenus reste constante dans tous les pays.